

OpenStreetMap : le prochain projet libre vraiment indispensable, par Glyn Moody

OpenStreetMap vient de fêter sa dixième bougie (et la communauté française vous invite à célébrer cela le lundi 8 septembre à Numa Paris).

Et comme le souligne Glyn Moody dans l'article traduit ci-dessous, on est bien content qu'il soit là parce qu'on ne peut pas compter sur Google pour aborder la cartographie sous l'angle des biens communs...



OpenStreetMap : le prochain projet libre vraiment indispensable

OpenStreetMap: the Next Truly Indispensable Open Project

Glyn Moody – 28 août 2014 – ComputerWorld

(Traduction : Narcisse, rocherd, aKa, PxlCtzn, Asta, fal7i,

Piup, yoLotus, Mooshka, tetrakos, Mooshka, Jeff_, Omegax, Goofy, yaap, GregR + 4 anonymes)

L'année dernière, je décrivais OpenStreetMap (OSM) comme « la cartographie open source » » À l'occasion des dix ans du projet, j'aimerais me pencher plus avant sur cet exemple important de collaboration ouverte et expliquer en quoi il est selon moi destiné à devenir le prochain projet ouvert absolument incontournable.

Tout d'abord, un peu d'histoire ; pour fêter l'anniversaire d'OSM, TechCrunch a réalisé une excellente interview de Steve Coast, le fondateur du projet. Voici comment tout a commencé :

L'idée de départ était très très simple. J'avais un GPS sur mon portable mais l'on ne pouvait pas en faire grand-chose car il ne contenait aucune donnée. On pouvait télécharger l'image d'une carte, mais si l'on voulait faire quoi que ce soit d'un peu utile comme demander à l'ordinateur d'identifier la route sur laquelle on se trouvait ou de nous guider à chaque intersection, c'était impossible car il n'y avait pas de données cartographiques. Je me suis donc dit : pourquoi ne pas créer des données cartographiques ? Avec un GPS, il suffit de passer en voiture, en vélo ou à pied sur toutes les routes, tous les chemins et utiliser ces informations pour créer une carte. J'établis un petit bout de carte là où j'habite et tu établis un petit bout de carte là où tu habites et nous construisons tout cela comme un puzzle géant – et accessoirement, on le met à disposition gratuitement. Tout comme Wikipédia qui développait une encyclopédie de façon très similaire ; j'ai copié beaucoup d'éléments utilisés par Wikipédia – comme la licence libre, la possibilité que tout le monde puisse contribuer, etc.

Bien que Coast évoque ici Wikipédia, GNU/Linux a également joué un rôle déterminant dans le développement du projet :

J'ai fait beaucoup d'interventions. Les groupes

d'utilisateurs de Linux étaient très à la mode – les gens se retrouvaient le samedi après-midi pour discuter de Linux. Ils connaissaient déjà une bonne partie de l'histoire puisqu'ils connaissaient l'open source et avaient des connaissances informatiques. Il n'était donc pas très difficile de leur expliquer ce que faisait OpenStreetMap. À partir de là, je suis intervenu dans des conférences sur la cartographie. J'ai arrêté de compter après environ 500 interventions. J'avais l'habitude de mettre le chiffre sur ma première diapo.

L'existence préalable des communautés Linux a permis à Coast d'avancer dans leur sillage. Comme il le souligne, les idées fondatrices comme la collaboration et le fait que le produit fini soit libre étaient les mêmes, il n'a donc pas bataillé pour convaincre. C'est un autre bon exemple de l'aspect déterminant du succès de GNU/Linux sur celui des autres choses « ouvertes » – le contenu ouvert, les données ouvertes, l'accès ouvert et OpenStreetMap.

L'autre parallèle intéressant avec la montée de GNU/Linux est que Coast travaille maintenant pour Telenav, une entreprise développant un logiciel de navigation (il a aussi travaillé pour Microsoft pendant un temps, curieux...). Telenav a apparemment embauché plusieurs acteurs clés d'OSM, tout comme des entreprises comme Red Hat ont employé des bidouilleurs du noyau de Linux à ses débuts. Dans l'interview TechCrunch, Coast explique les principaux défis actuels :

Il manque plusieurs choses à OpenStreetMap. Des informations de navigation comme les rues à sens unique, les restrictions horaires ou les limites de vitesse. Il manque aussi des adresses. Telenav a beaucoup de tracés GPS. Nous traitons ces tracés en informations pour la navigation. Si vous prenez toutes les personnes qui voyagent sur une nationale et qu'elles vont toutes à 90 km/h, vous savez que c'est probablement la vitesse limite. Si personne ne tourne à gauche à une intersection, c'est probablement qu'il y a une

interdiction de tourner à cet endroit.

Vous pouvez donc résoudre ce problème avec les traces GPS. Cependant, les données d'adresse sont plus difficiles à utiliser. Aux États-Unis, il est possible de placer une licence sur ces données, mais, en Europe, entre autres, c'est plus difficile. Aux États-Unis, le gouvernement fédéral est comparable à une organisation du domaine public, et cela transpire sur les gouvernements locaux. Vous pouvez en obtenir les données. Tous les autres pays essaient de s'appropriier les données cartographiques. Aux États-Unis, la plupart des adresses sont prévisibles. Dans le reste du monde, ce n'est pas aussi simple. Au Japon, les numéros de rue sont à la fois basés sur le bloc et l'âge de la maison. La première maison a le numéro un, la suivante le deux, et ainsi de suite. De fait, il est plus difficile de prédire où se trouvent les choses.

C'est quelque chose que beaucoup de personnes cherchent à résoudre, donc j'imagine que ce sera résolu un de ces jours ; et il existe beaucoup de façons intéressantes de le faire. Vous pouvez faire intervenir la communauté pour obtenir ces données, vous pouvez payer des gens pour les collecter mais, je pense qu'au final, la solution sera un mix de plusieurs choses. Par exemple, à chaque fois que vous utilisez une application qui vous permet de vous géolocaliser, vous signalez que tel restaurant à telle adresse se trouve à tel endroit.

Cela nous amène directement au futur d'OSM : que peut ajouter OSM à ses données géographiques de base – et que **faut-il** ajouter ? Doit-on, par exemple, chercher à coller au fonctionnement de Google Maps en tous points, y compris la navigation (point qui est visiblement important pour Coast) ou même l'imagerie satellitaire ? La première semble réellement faisable, et peut être que des drones bon marché pourraient être utilisés par la communauté pour la seconde. Mais que

pourrions-nous ajouter encore ?

Comme je l'ai écrit l'an dernier, je pense qu'OSM devrait essayer de devenir l'infrastructure open source du monde mobile, comme GNU/Linux l'a fait pour la précédente génération d'ordinateurs (et pour la plateforme mobile dominante, Android). Le service Waze donne une assez bonne idée de ce que cela pourrait être :

Le concept de Waze est la contribution au bien commun quand vous êtes sur la route.

En connectant les conducteurs les uns aux autres, nous aidons les gens à créer des communautés locales de conducteurs qui travaillent ensemble pour améliorer la qualité de conduite de chacun au quotidien. Cela leur permet d'éviter la frustration de rester bloqués par des bouchons ou un barrage de police, ou de gagner 5 minutes sur leur trajet quotidien en leur montrant un nouveau trajet dont ils ne connaissaient même pas l'existence.

Alors, comment ça fonctionne ?

Après avoir saisi l'adresse de destination, les utilisateurs n'ont qu'à conduire avec l'application lancée sur leur téléphone afin de contribuer passivement à mettre à jour les informations liées au trafic et aux autres informations de la route. Mais ils peuvent aussi être actifs en partageant un état de la route comme un accident, un barrage de police ou tout autre danger sur leur chemin, ce qui aide les autres usagers à savoir ce qui se passe sur leur trajet.

En plus de la communauté de conducteurs locaux utilisant l'application, Waze profite aussi d'une communauté active éditant la carte en ligne afin d'assurer que les environs soient aussi à jour que possible.

Même si cela met l'accent sur les données routières issues des

voitures, le processus se généralise à toute forme de transport. Waze porte sur l'utilisation d'une application sur périphériques mobiles pour produire en temps réel et de manière participative des informations à jour sur les déplacements et les lieux. C'est une bonne idée, avec une erreur fatale : l'énorme quantité des données uniques fournies par les utilisateurs de Waze appartiennent à Waze : c'est un cas classique où les utilisateurs créent le service pour ensuite laisser quelqu'un d'autre en gérer la valeur. Voilà pour « la contribution "au bien commun" ».

Les choses sont pires depuis que Waze fait maintenant partie de Google, car cela veut dire que toutes ces informations incroyablement personnelles à propos de vous et de vos compagnons de voyage sont envoyées aux machines avides de Google, dans le but d'être traitées, liées et analysées pour révéler plus de choses sur les gens qu'ils ne le pensent probablement.

En fait, le problème avec Google est encore plus vaste depuis qu'il possède le service de cartographie qui domine le monde de la cartographie exactement comme le fait Microsoft Windows dans le monde du système d'exploitation grand public. Même avant qu'il n'achète Waze, Google encourageait ses utilisateurs à contribuer à « l'amélioration » de l'entreprise, qui en conserve la plupart des bénéfices, comme il le fait avec la quasi-totalité des ses services « gratuits ».

Mikel Maron nous a avertis du danger de cette approche pour OSM – et pour nous – depuis 2011, lorsqu'il a écrit un billet intitulé « Nous devons empêcher Google d'exploiter les communautés ouvertes »

La stratégie de Google est de construire un marché en Afrique en s'appropriant des méthodes de la communauté des données ouvertes tout en laissant à l'entreprise le contrôle de ce qui mérite d'être une ressource partagée. Ils ciblent

spécifiquement les gouvernements et les ONG, proposant de « cartographier leurs pays gratuitement », mais en gardant les résultats et en attirant les consommateurs.

Ce qui me dérange le plus, c'est qu'ils ont copié OpenStreetMap de manière flagrante. Premièrement, leur produit MapMaker est directement calqué sur OSM, mais avec une licence restrictive pour les données qui fait en sorte que vous ne puissiez pas les utiliser comme bon vous semble. Ensuite, ils ont volé l'idée des Carto-parties, un concept unique et un nom que nous avons développé. Enfin, ils ont même copié des initiatives visant à cartographier des bidonvilles, comme Map Kibera.

Ce ne sont pas des choses qui importent uniquement aux geeks de la cartographie. Maron donne un très bon exemple concernant l'importance de la cartographie dans notre société. Il nous invite à comparer la carte de Google d'une zone particulièrement digne d'intérêt à l'heure actuelle – Gaza – avec celle d'OSM. Quand la première montre une grosse grille de rues anonymes, sans aucun détail, et donc aucune **humanité** quelle qu'elle soit, celle d'OSM ne se contente pas de montrer le nom de la plupart des principales rues et bâtiments, mais montre aussi la présence actuelle des bâtiments – une représentation exacte de la population et des vies qu'ils contiennent. En d'autres mots, les cartes sont très politiques et il est important qu'elles ne soient pas contrôlées par quelques entités commerciales.

Dans un article paru cette année dans le Guardian, Serge Wroclawski se penche sur ce problème et suggère à quel point l'importance d'OSM est vitale ici. Il distingue trois motifs d'inquiétude à propos des cartes fournies par Google (ou par une autre société quelconque) :

Qui décide de ce qui s'affiche sur Google Maps ? C'est Google, bien sûr. J'ai entendu cette préoccupation lors d'une

rencontre avec une collectivité locale en 2009 : le souci portait sur le choix par Google des commerces affichés dans Google Maps. Les personnes présentes à cette réunion avaient raison d'être inquiètes, car les pouvoirs publics doivent rester impartiaux. En sous-traitant leurs cartes, ils en donneraient le contrôle à des tiers.

Il semble inévitable que Google se mette à monétiser les recherches géographiques, avec des résultats premium ou de l'affichage prioritaire – si ce n'est pas déjà en place (est-ce une coïncidence si, quand je cherche « petit-déjeuner » près de mon domicile, la chaîne Subway est le premier résultat ?)

C'est le problème habituel du contrôle. Si le logiciel sur votre ordinateur n'est pas un logiciel libre, ce n'est pas réellement votre ordinateur, mais juste un que le fournisseur de logiciel propriétaire vous autorise à utiliser d'une certaine façon, définie par lui.

Le second problème concerne la localisation. Qui définit où se situe un quartier ou si oui on non vous devriez vous y rendre ? Ce problème a été soulevé par l'American Civil Liberties (ACLU) quand les algorithmes d'un fournisseur d'itinéraires (en voiture, en vélo ou à pied) prenaient en compte le fait qu'un quartier était considéré comme « sûr » ou « dangereux » pour éditer ses trajets. Cela soulève la question de qui détermine ce qui fait un quartier « sûr » ou non ou si le terme « sûr » cache quelque chose de plus grave.

On peut étendre cet avis à Gaza : les cartes ne sont pas seulement un ensemble de données mais représentent un point de vue. Bien qu'une carte totalement neutre soit probablement impossible, on peut au moins la faire aussi ouverte que possible. La façon dont les cartes sont élaborées pose aussi problème finalement, et la façon dont les métadonnées peuvent être bien ou mal utilisées... d'autant plus crucial dans un

monde post-Snowden :

Les fournisseurs de cartes ont une propension à collecter des informations vous concernant avec des méthodes que vous pourriez ne pas apprécier. Google et Apple amoncellent toutes vos données géographiques quand vous utilisez leurs services. Ils peuvent les utiliser pour améliorer la précision de leurs cartes mais Google a déjà annoncé qu'il utiliserait ces données pour calculer la corrélation entre les recherches que vous effectuez et les endroits où vous vous rendez. Avec plus de 500 millions de smartphones sous Android en cours d'utilisation, cela représente une masse énorme d'informations collectées à l'échelle individuelle à propos des habitudes des gens : s'ils se baladent occasionnellement, s'ils effectuent un changement dans les transports en commun pour aller travailler, s'ils se rendent chez le médecin ou peut-être s'ils participent à une manifestation.

Ce n'est pas un problème avec OSM, qui ne collecte que les données de base dont il a besoin pour créer les cartes, sans intentions cachées.

Comme l'indique ce qui précède, du moins je l'espère, le succès mondial d'OSM nous concerne tous autant que le succès de GNU/Linux dans le monde du logiciel. Nous avons besoin d'une source complète et indépendante de données et d'informations géoréférencées. Durant ces dix années d'existence, OpenStreetMap a largement progressé dans ce sens ; c'est dans notre intérêt à tous de l'aider à prospérer et grandir jusqu'à ce qu'elle réussisse et devienne aussi incontournable que GNU/Linux l'est aujourd'hui.

Brevets logiciels : la position de Donald Knuth en 1995

En 1995, l'un des plus brillants informaticiens au monde, le professeur **Donald Knuth**, écrivait une lettre au bureau américain des brevets (USPTO) que nous vous proposons traduite ci-dessous.

Les arguments pour refuser les brevets sur le logiciel sont déjà là et fort bien exposés. Ce qui n'empêche pas de devoir se battre régulièrement depuis contre cette néfaste tentation.



Lettre à l'Office des Brevets, par le professeur Donald Knuth

Donald Knuth – 1995

(Traduction : rocherd, audionuma, r0u, FMy1, simon, Omegax)

Letter to the Patent Office From Professor Donald Knuth

Chers membres de la commission,

De même que beaucoup d'autres chercheurs en informatique, je voudrais vous demander de reconsidérer la politique actuelle de cession de brevets sur les processus informatiques (*NdT : computational processes*). J'ai pu en effet constater une inquiétude considérable parmi la communauté des chercheurs en informatique, la peur que les décisions des tribunaux spécialisés dans le droit des brevets et du Bureau des Brevets et des Marques Déposées (*NdT : Patent and Trademark Office*) rendent la vie des programmeurs bien plus difficile.

Durant la période 1945-1980, il était communément admis que les lois sur les brevets n'étaient pas applicables au logiciel. Cependant, certaines personnes auraient apparemment obtenues des brevets sur des algorithmes d'une importance capitale – par exemple, la compression Lempel-Ziv et le chiffrement par clé RSA publique – et aujourd'hui ils interdisent en toute légalité aux autres programmeurs d'utiliser ces algorithmes.

C'est un changement radical par rapport aux pratiques précédentes qui ont rendu possible la révolution informatique, et je crains que ce changement ne soit dommageable pour la société. Cela aurait pu avoir un fort impact négatif sur mon propre travail : par exemple, j'ai développé un logiciel appelé TeX qui est actuellement utilisé pour la conception de plus de 90 % des livres et revues de mathématiques et physique mais aussi de centaines de milliers de rapports techniques dans toutes les disciplines scientifiques. Si les brevets logiciels avaient été monnaie courante en 1980, je n'aurais jamais pu créer un tel système, ou penser à le créer, ni même imaginer que quelqu'un puisse le faire.

On me dit que les tribunaux essaient de faire une distinction entre les algorithmes mathématiques et les algorithmes non-mathématiques. Pour un informaticien, c'est un non-sens, car chaque algorithme est un objet mathématique s'il en est. Un algorithme est un concept abstrait sans relation avec les lois physiques de l'Univers.

Il n'est pas non plus possible de faire la distinction entre des algorithmes « numériques » et « non-numériques », comme si les nombres étaient en quelque sorte différents des autres formes d'information exacte. Toutes les données sont nombres, et tous les nombres sont données. Les mathématiciens travaillent bien plus avec des entités symboliques qu'avec des nombres.

L'idée d'adopter des lois affirmant que certains algorithmes sont mathématiques et d'autres ne le sont pas me paraît tout aussi absurde que la tentative de l'Assemblée Générale de l'Indiana, au XIX^{ème} siècle, d'adopter une loi stipulant que le rapport de la circonférence d'un cercle à son diamètre est exactement 3 ou que l'Église médiévale décidant que le Soleil tourne autour de la Terre. Les lois des Hommes peuvent être significativement utiles, mais pas lorsqu'elles contredisent les vérités fondamentales.

Il y a bien longtemps, le Congrès avait judicieusement décidé que les objets mathématiques ne pouvaient pas être brevetés. Il est certain que personne ne pourrait utiliser les mathématiques s'il fallait payer un droit de licence à chaque utilisation du théorème de Pythagore. Les idées de base de l'algorithmique que certaines personnes poussent à faire breveter sont si fondamentales, que le résultat menace d'être similaire à ce qui arriverait si on autorisait les auteurs à breveter les mots et expressions. Les romanciers ou les journalistes ne pourraient plus écrire sans que leurs éditeurs n'obtiennent les permissions des propriétaires des mots. Les algorithmes sont au logiciel ce que les mots sont pour les écrivains, parce qu'ils sont les briques fondamentales nécessaires pour construire quelque chose d'intéressant. Qu'arriverait-il si les juristes pouvaient breveter leurs méthodes de défense ou si les juges de la Cour Suprême pouvaient breveter leurs jurisprudences ?

J'ai bien conscience que les tribunaux de brevets essaient de faire de leur mieux pour servir la société. Le Bureau des

Brevets a ainsi admirablement rempli cette mission en ce qui concerne les aspects de technologies reposant sur les lois concrètes de la physique plutôt que les lois abstraites de la pensée. Je suis moi-même titulaire de quelques brevets sur des dispositifs matériels. Mais je pense fermement que cette récente tendance à breveter les algorithmes ne profite qu'à un petit nombre d'avocats et d'inventeurs alors qu'elle entrave la grande majorité de personnes qui veulent faire des choses utiles avec les ordinateurs.

Quand je songe aux programmes informatiques dont j'ai besoin quotidiennement pour travailler, je ne peux m'empêcher de réaliser qu'aucun d'entre eux n'existerait aujourd'hui si les brevets logiciels avaient prévalu dans les années 60 et 70. Changer les règles aujourd'hui aura pour conséquence de geler le progrès à peu près à son niveau actuel. Si cette tendance se confirme, la seule alternative pour la majorité des brillants développeurs américains de logiciels sera d'abandonner ou émigrer. Les États-Unis perdront alors leur position dominante.

Merci de faire votre possible pour inverser cette tendance alarmante. Il existe de bien meilleures façons de protéger les droits de propriété intellectuelle des développeurs de logiciels que de les empêcher d'utiliser des briques fondamentales.

Sincèrement,
Donald E. Knuth
Professeur émérite

Le guide « Autodéfense courriel » de la FSF traduit en français par l'April et Framasoft



L'April et Framasoft ont le plaisir d'annoncer la mise en ligne de la **version française du guide « Autodéfense courriel »** de la Fondation pour le Logiciel Libre. Cette dernière vient en effet d'annoncer la mise en ligne de traductions de son guide « Email Self-Defense » dont la version française a été assurée par l'April et Framasoft^[1]. Le guide est désormais disponible en 7 langues en attendant d'autres traductions.

L'objectif du guide est de montrer à tout le monde que dans un

monde de surveillance généralisée le chiffrement des courriels est nécessaire et accessible. Comme le disait récemment Edward Snowden « adopter le chiffrement est la première mesure efficace que tout le monde peut prendre pour mettre fin à la surveillance de masse ».

Le guide de la Fondation pour le Logiciel Libre est disponible en :

- Allemand ;
- Portugais du Brésil ;
- Français ;
- Russe ;
- Turque ;
- et Japonais.

Outre le guide, une infographie est également disponible.

« Les traductions de ce guide le rendent accessible aux lecteurs non-anglophones. Cet effort a été possible par la mobilisation de bénévoles de l'April et de Framasoft pour la version française, nous les remercions chaleureusement » a déclaré Frédéric Couchet, délégué général de l'April.

-> **Le guide « Autodéfense courriel »**

L'image en illustration est sous licence CC-By et nous vient de Journalism++.

Notes

[1] Les personnes qui ont participé à la traduction sont Diab, Asta, rigelk, marc, simon, Guillaume/gyom, Régis Desroziers (r0u), Christian, Seb, Pierrick, goofy, Thérèse.

Réponse de la FSF à la décision de Mozilla d'accepter des DRM

La semaine dernière, l'annonce de Mozilla d'accepter les DRM dans Firefox a fait couler beaucoup d'encre sur la Toile.

Nous vous proposons ci-dessous la réponse traduite de la Free Software Foundation de Richard Stallman.



La FSF condamne le partenariat entre Mozilla et Adobe pour le soutien aux DRM

FSF condemns partnership between Mozilla and Adobe to support Digital Restrictions Management

14 mai 2014 – Free Software Foundation

(Traduction^[1] : r0u, Olivier, Julien, MonsieurTino, audionuma, marc, Teromene, goofy + anonymes)

Boston, Massachusetts, États-Unis d'Amérique – mercredi 14 mai 2014 – En réponse à l'annonce de Mozilla de soutenir – à contrecœur – les DRM dans son navigateur web Firefox, John Sullivan, le président exécutif de la Free Software Foundation, a fait le commentaire suivant :

« Une semaine seulement après la Journée Mondiale contre les DRM, Mozilla a annoncé son partenariat avec l'éditeur de logiciel propriétaire Adobe pour implémenter le support web des restrictions numériques (DRM) dans son navigateur Firefox, en utilisant les Extension de Contenus Chiffrés (Encrypted Media Extension, EME).

La Free Software Foundation est profondément déçue par l'annonce de Mozilla. La décision compromet des principes importants dans le but d'apaiser des craintes infondées de pertes de part de marché face aux autres navigateurs. Elle associe Mozilla avec une entreprise opposée au mouvement du logiciel libre et aux idéaux fondamentaux de Mozilla.

Même si Mozilla ne va pas directement embarquer le greffon propriétaire d'Adobe, le navigateur va, de façon officielle, encourager les utilisateurs de Firefox à installer le plugin d'Adobe quand une page embarquera un contenu nécessitant l'utilisation de DRM. Nous sommes d'accord avec Cory Doctorow sur l'absence de différence significative entre « installer des DRM » et « installer du code qui installe des DRM »

Nous sommes conscients que Mozilla fait ceci à contrecœur, et nous le croyons d'autant plus qu'il s'agit de Mozilla et non de Microsoft ou Amazon. Cependant, presque tous ceux qui intègrent les DRM disent qu'ils sont forcés à le faire, et cette absence de responsabilisation permet à cette pratique de persister. Avec cette annonce, Mozilla se place malheureusement – dans ce cas – dans la même catégorie que ses concurrents propriétaires.

Contrairement à ses concurrents, Mozilla va prendre des

mesures pour réduire certains des principaux défauts des DRM, en essayant d'isoler le greffon dans un « bac à sable ». Mais cette approche ne peut résoudre le problème éthique fondamental des logiciels propriétaires, ou les problèmes qui apparaissent inévitablement quand un logiciel propriétaire est installé sur un ordinateur.

Dans cette annonce, Mitchell Baker assure que Mozilla avait les mains liées. Mais juste après, elle vante la « valeur » que peut apporter Adobe et suggère qu'il existe un équilibre nécessaire entre les DRM et la liberté de l'utilisateur.

Il n'y a rien de nécessaire dans les DRM, et entendre Mozilla faire l'éloge d'Adobe – l'entreprise qui a été et continue d'être une opposante farouche au logiciel libre et à l'Internet libre – est choquant. Avec la mise en place de ce partenariat, nous nous inquiétons de la capacité et de la volonté de Mozilla à critiquer les pratiques d'Adobe dans le futur.

Nous comprenons que Mozilla craigne de perdre des utilisateurs. Cory Doctorow souligne qu'ils n'ont pas apporté de preuves qui confirmeraient cette crainte ni fait de véritable examen de cette situation. Plus important encore, la popularité n'est pas une fin en soi. Cela est particulièrement vrai pour la Fondation Mozilla, une organisation à but non lucratif avec une mission éthique. Dans le passé, Mozilla s'est distingué et a connu le succès en protégeant la liberté de ses utilisateurs et en expliquant l'importance de cette liberté : en publiant le code source de Firefox, en autorisant des tiers à le modifier, et en respectant les standards du Web face aux tentatives d'imposer des technologies propriétaires.

La décision prise aujourd'hui renverse la situation, en allouant les ressources de Mozilla pour livrer ses utilisateurs à Adobe et à des distributeurs de médias hostiles. Dans ce processus, Firefox perd son identité, qui le différenciait de ses concurrents propriétaires – Internet

Explorer et Chrome – qui tous deux implémentent EME d'une manière bien pire.

Évidemment, un certain nombre d'utilisateurs veulent uniquement et simplement que les médias avec restrictions comme ceux de Netflix fonctionnent dans Firefox, et ils seront irrités si ce n'est pas le cas. Ce n'est pas surprenant étant donné que la majeure partie du monde n'est pas familière des problèmes éthiques qui entourent le logiciel propriétaire. Ce débat a été et reste une occasion unique de présenter ces concepts aux utilisateurs et de les inviter à s'unir pour adopter certaines décisions difficiles.

Voir Mozilla se compromettre sans faire publiquement l'effort de rallier les utilisateurs contre ce supposé « choix forcé » est doublement décevant. Ils devraient revenir sur cette décision. Mais qu'ils le fassent ou non, nous les appelons à se joindre à nous en allouant autant de leurs ressources pour éliminer définitivement les DRM qu'ils en utilisent à l'heure actuelle pour les soutenir. La FSF aura d'autres déclarations et actions à faire sur ce sujet dans les jours à venir. Pour le moment, les utilisateurs qui se sentent concernés par ce problème sont invités à :

- Écrire au directeur technique de Mozilla, Andreas Gal, et lui faire savoir que vous vous opposez aux DRM. Mozilla a pris cette décision en se trompant sur ce que voulaient les utilisateurs, et il faut leur faire entendre clairement et de façon argumentée que nous voyons cela comme une trahison. Demandez à Mozilla ce qu'ils vont faire pour résoudre le problème des DRM qui a créé un faux choix forcé.
- Rejoindre notre effort pour empêcher l'approbation de l'EME au W3C. Tandis que l'annonce d'aujourd'hui rend évident le fait qu'un rejet par le W3C de l'EME ne va pas empêcher son implémentation, elle clarifie aussi le

fait que le W3C peut rejeter l'EME sans crainte, de façon à envoyer le message que les DRM ne font pas partie de notre vision d'un Web libre.

- Utiliser une version de Firefox qui ne contient pas le code EME : comme son code source est disponible sous une licence qui permet à qui le veut de le modifier et de le distribuer sous un autre nom, nous nous attendons à ce que des versions sans EME soient mises à disposition, et vous devriez plutôt utiliser celles-ci. Nous les listerons dans le répertoire des logiciels libres.
- Faire un don pour soutenir le travail de la Free Software Foundation et notre campagne Defective by Design pour mettre un terme aux DRM. Jusqu'à ce qu'elles soient complètement supprimées, Mozilla et d'autres seront constamment tentées de capituler, et les utilisateurs seront forcés de continuer à utiliser des systèmes propriétaires. Même si ce n'est pas pour nous, donnez à un autre groupe luttant contre les restrictions numériques. »

Notes

[1] Une traduction proposée en direct live de l'atelier « La tête dans les nuages ? » lors de Vosges Opération Libre.

Fin du support XP, un collègue espagnol migre vers Ubuntu

Migrer vers Ubuntu pour un utilisateur habitué à Windows est aujourd'hui une opération relativement aisée, en particulier parce que l'on bénéficie de l'aide de la communauté à chaque

étape (n'hésitez pas à rejoindre l'Ubuntu party à la Villette et des événements libristes partout en France). Cependant, le seul fait de changer d'habitudes demeure un peu délicat et demande un temps d'adaptation à chacun. Imaginez ce que doivent être ces petites difficultés lorsque une communauté scolaire entière franchit le pas : institution, enseignants, élèves, matériels... autant d'écueils sur la voie Libre qu'un collègue espagnol est en train de franchir, grâce à un activiste convaincu et passionné.

Choisir la migration c'est d'abord lutter contre une inertie de l'institution, plus prompte à conclure des contrats léonins avec Microsoft qu'à s'embarrasser de scrupules. C'est aussi s'efforcer d'échapper à une alternative pénible : être soumis à l'obligation de payer de coûteuses licences ou inviter les utilisateurs à l'illégalité en les piratant plus ou moins discrètement.

Les conditions de cette migration, telles qu'évoquées dans l'article ci-dessous, sont probablement tout à fait similaires de notre côté des Pyrénées. N'hésitez pas à nous livrer votre expérience, nous le publierons ici en commentaire ou pourquoi pas sous forme d'un autre témoignage : faire connaître les difficultés et les réussites est aussi un bon moyen d'avancer sur la voie du Libre.

Interview : migration d'un collègue de Windows XP à Ubuntu

Source : Entrevista: Migración de un colegio desde Windows XP a Ubuntu

Traduction Framespagnol : Diab, TV, rou, Omegax + anonymes [rejoindre ce groupe de traduction]

La fin du support de Windows XP met certaines institutions informatiques et leur système informatique face à un vrai

dilemme. Un système éducatif à l'avant-garde se doit de passer à Ubuntu.

Fernando Lanero, pour ceux qui ne le connaissent pas, est professeur et responsable TIC du collège des Augustins à León (España). Un activiste du logiciel libre qui s'est attelé à la migration d'un collège de 1200 élèves vers le système d'exploitation Ubuntu. Je vais discuter avec lui pour qu'il nous raconte de première main où en est cette intéressante expérience, dont les enjeux sont multiples.

Marcos Costales : Bonjour Fernando. Comment vas-tu ? Raconte-nous comment tu as débuté dans le petit monde de l'informatique et quand est née ta prise de conscience pour les logiciels libres et plus particulièrement pour Ubuntu...

Fernando Lanero : Bonjour ! Alors, j'ai commencé dans le monde passionnant de l'informatique avec un ordinateur 8086 que m'ont acheté mes parents en CM1 pour avoir réussi tous mes examens. C'était un Olivetti qui devait avoir 16Ko de RAM, un disque dur de 20Mo, un écran monochrome vert fourni avec MS-DOS que j'ai supprimé moins d'un mois après sans le faire exprès (del *.* dans le répertoire racine, tu vois ce que je veux dire). À partir de là j'ai eu des amis avec des ordinateurs et je suis devenu accro, vous imaginez facilement combien d'heures j'y ai passé.

En ce qui concerne le logiciel libre j'ai commencé en 1997 ou 1998. Années où il y eu un boom pour Linux, avec une grande quantité de revues qui incluait un CD avec des distributions. Là, j'avais un pentium cadencé à 120 Mhz. Mes tentatives d'installation furent un désastre complet, j'étais encore à l'école, il n'y avait pas internet et tout ce que je pouvais faire était de lire et relire la revue et essayer d'en tirer quelque chose qui tienne debout. Mes débuts en ligne de commande, bien que je vienne de MSDOS, furent aussi un désastre complet. Au final, oui, j'ai pu en installer une, je serais maintenant incapable de te dire laquelle. Probablement

Slackware ou Fedora.

Ensuite je l'ai abandonnée et suis retourné du côté obscur avec Microsoft et son Windows 98. Dix ans plus tard, aux alentours de 2007, je suis revenu à Linux par le biais de Ubuntu, grâce aux bonnes indications et commentaires de Ricardo Chao, professeur et camarade de classe et grand ami.

Vous avez déjà commencé la migration ?

Pas encore, nous allons attendre la version définitive d'Ubuntu 14.04. Nous faisons actuellement des tests, au départ avec les versions alphas et maintenant avec les bêtas.

Quel système d'exploitation utilisez-vous actuellement et pourquoi avez-vous décidé d'en changer ?

Au collège tous les ordinateurs sont actuellement équipés de Windows, 90% sont sous Windows XP et les plus récents tournent sous Windows 7. Celui du Directeur est sous Windows 8 car c'est le dernier qui ait été acheté. La raison pour laquelle ce logiciel est utilisé est uniquement due au fait qu'il était pré-installé.

De combien d'ordinateurs parlons-nous et quelles sont leurs caractéristiques ?

Il y a deux ordinateurs, ceux du Secrétariat, que nous ne migrerons pas pour des raisons administratives mais nous allons migrer les 98 ordinateurs restants. En réalité, de mon point de vue, c'est un nombre de machines considérable vu qu'il s'agit d'un environnement comme la province de León, une région dépourvue de grandes entreprises technologiques de pointe.

A quoi servent ces 98 ordinateurs ?

Ils sont utilisés pour des activités pédagogiques en classe, pour l'usage des professeurs lors de projections vidéos, de tableaux numériques, pour le dessin technique etc. Il y a

également 60 ordinateurs répartis entre la salle informatique et les salles de langues.

Quels programmes utilisez-vous aujourd'hui avec les élèves? As-tu une idée approximative du coût de ces programmes pour le centre?

Le programme phare est Microsoft Office sans aucun doute. Et nous devons renouveler les licences de cette suite logicielle chaque année, comme un loyer. Le coût annuel de renouvellement des suites Office avoisine les 3000€ à 4000€ pour l'ensemble des ordinateurs.

Crois-tu que les élèves puissent utiliser ces programmes chez eux en payant eux-mêmes leur licence ?

C'est bien le problème. Ça c'est le piège du logiciel privatif. Dans tes cours tu enseignes avec le logiciel dont tu as besoin pour ton activité d'enseignement. Mais que se passe-t-il ? Si tu enseignes à l'élève à travailler avec un programme privatif, au jeune tu lui apprends à maîtriser ce programme, et ce que tu fais c'est que tu crées un utilisateur de ce programme pour le compte de cette entreprise (car il devient un client potentiel). la contrepartie logique de ce processus c'est que tu risques de l'inciter à pirater ce programme et du coup, à aller à l'encontre de la loi lorsqu'elle ne lui convient pas (tu en fais un délinquant potentiel). Il n'y a pas d'alternative possible à ces deux options avec le logiciel privatif.



Tu formes des consommateurs pour une multinationale ou des pirates informatiques, en apprenant aux élèves à enfreindre les lois lorsqu'elles ne conviennent pas. C'est le plus gros danger. Les gens se plaignent en Espagne de cette culture de la tricherie ou du vol dans notre société. Et c'est pourtant ce qui se fait dans de nombreuses écoles, enseigner à tricher de manière indirecte à travers les logiciels privés. Si par exemple tu enseignes Photoshop, le centre dispose d'une licence achetée, parfait. Mais, l'élève va-t-il acheter le programme pour faire ses devoirs à la maison ? Impossible ! Et que va-t-il se passer ? Ou tu le lui passes sous la table ou tu l'encourages à aller le télécharger avec un crack. Tu es déjà en train de créer des délinquants, parce que tu les incites à outrepasser la loi.

As-tu vérifié s'il existe des logiciels libres susceptibles de remplacer les logiciels privés que vous utilisez actuellement ?

À 100%. Pour Photoshop et MS Office nous pouvons passer à Gimp et LibreOffice sans problème. Nous avons aussi commencé à entrer en contact avec les éditeurs. Maintenant tous les manuels scolaires sont accompagnés d'un logiciel de soutien pour les classes numériques. Ainsi tu travailles avec les élèves de la classe de manière interactive, surtout avec les manuels de langues, d'histoire, dans les cycles maternelle et primaire. Que se passe-t-il ? Elles ont toutes un logiciel

pour Windows, mais aucun pour Linux. En discutant avec eux, je leur ai expliqué que nous allions migrer sous Linux et que si leur logiciel ne fonctionnait pas sous Linux nous changerions les manuels scolaires pour d'autres qui nous faciliteraient leur utilisation ou simplement qui disposeraient de logiciels multi-plateformes. Ou ils se démènent pour que leurs produits fonctionnent sous Linux ou nous chercherons des alternatives.

As-tu détecté d'autres problèmes d'utilisation de Windows XP à part le coût des licences ?

Oui, le principal problème de la migration est l'administration de Castilla León. Que se passe-t-il ? Le conseil de Communauté autonome a signé en 2011 un accord avec Microsoft pour utiliser leurs logiciels pendant 5 ans (bien entendu sans appel d'offres d'aucune sorte). La nouvelle a été publiée par les médias, la directrice de Microsoft Iberia est venu, il y a eu une réunion avec Bill Gates...

Le problème de cet accord est que toutes les applications web qui sont développées doivent fonctionner avec des logiciels de Microsoft et sont uniquement accessibles avec Internet Explorer. Ce qui est un énorme problème ; c'est notre principal inconvénient et la raison pour laquelle nous ne migrons pas les deux ordinateurs du secrétariat, parce que c'est notre seule manière de communiquer avec le conseil de communauté autonome : via Internet Explorer, lequel ne fonctionne bien entendu que sur les systèmes Windows.

Quand tu as envisagé la migration suite à l'obsolescence de Windows XP, je suppose que tu as envisagé la possibilité de passer au système d'exploitation Windows 8. As-tu subi un quelconque type de pression de la part du collègue ou du conseil pour que, parmi les différentes alternatives envisagées, tu optes pour Windows 8 ? La question vaut aussi pour Windows 7.

Le processus de migration s'est décidé lors de l'annonce de la

fin du support et des mises à jour de Windows XP de la part de Microsoft pour cause d'obsolescence. Au collège le principal problème au niveau de la sécurité concerne la transmission des *malwares* via des dispositifs amovibles de stockage, parce que les gens fonctionnent principalement avec des clefs USB pour le transfert de documents, c'est un authentique incubateur de virus. Il y a quelques années nous avons eu un grave problème dû à un *malware* qui se transmettait par les clés USB et qui avait échappé aux mailles de l'antivirus de notre collège ; ça a été la folie jusqu'à ce que nous arrivions à tout éradiquer.

Je n'ai pas subi de pression, j'ai eu beaucoup de liberté et en me demandant quelle direction prendre face au problème qui se présentait à nous, je leur ai dit qu'on ne pouvait plus continuer avec XP. Mon premier choix a été de changer pour Windows 7 qui fonctionnait bien, ils m'ont donné leur accord et nous avons demandé un devis. La surprise a été que Windows 7 avait déjà été supprimé du catalogue et que Microsoft ne fournissait déjà plus de licences pour ce logiciel.

On ne peut déjà plus l'acheter ?

Tu ne peux plus l'acheter, Windows 7 n'est plus en vente. Et bien sûr en version piratée tu ne peux pas l'installer pour toutes les raisons que j'ai citées précédemment, au delà des questions légales. Nous avons donc demandé au fournisseur un devis pour la migration vers Windows 8, qui s'est avéré complètement hors de prix : environs 12.000€ pour changer toutes les licences, c'est à dire la moitié du budget du collège pour toute l'année scolaire. C'est ingérable pour un centre éducatif. Et ce prix inclut la remise de 50% pour l'éducation.

L'interface en mosaïque proposée par Windows 8 avec Métro n'est pas non plus adéquate pour un environnement d'enseignement. L'interface avec laquelle tu travailles qui te met la météo de la région de León, l'horoscope et les dernières nouvelles. Cela n'a aucun sens au sein d'une classe.

Windows 8 pour l'éducation n'est absolument pas viable selon moi. Il ne me paraît pas utile. De plus les ordinateurs n'ont pas la capacité de faire tourner cette version de manière fluide et en ajoutant la mise à jour du matériel pour migrer avec succès aux nouvelles versions de Windows 8, le budget aurait pu tranquillement monter à 25.000€. Le collège était disposé à le financer si nous n'avions aucun autre recours et c'est là que je leur ai proposé de passer au logiciel libre.

Combien coûte une seule licence Windows 8 pour le collège ? Il pratiquent des remises ?

120 € avec la remise de 50% pour l'éducation. Incroyable.

Beaucoup d'administrations d'Espagne appuient et promeuvent le logiciel libre, tu connais la position du conseil de la communauté autonome de Castilla León à ce sujet ? " Le conseil appuie le logiciel libre à 0 %. Ils ne veulent rien savoir là-dessus. Nous sommes David contre deux Goliath : le conseil de Castilla León et Microsoft.

Quelles autres alternatives as-tu étudiées pour la migration ?

Au vu du matériel, j'ai aussi testé Xubuntu et Lubuntu. Lors de la publication par Canonical de la première version Alpha de Ubuntu 14.04, je l'ai essayé sur l'ordinateur le plus ancien, Unity était complètement fluide alors j'ai installé Ubuntu 14.04 sur les autres.

Quel est le plus gros avantage d'utiliser Ubuntu au collège ? Pourquoi Ubuntu et pas d'autres distributions ?

Le plus grand avantage c'est que dans le collège toute la communauté associe déjà le logiciel libre à Ubuntu, tous connaissent Ubuntu et en ont entendu parler à un moment ces dernières années.

L'autre grand avantage est le support de pilotes que propose Ubuntu. J'ai essayé beaucoup de distributions et aucune ne

propose un support aussi important. Pour une centaine d'ordinateurs de configurations matérielles diverses on ne voulait pas avoir de problème avec le fonctionnement de la carte graphique, de la carte audio, de la connexion réseau... Nous avons besoin d'une distribution qui fonctionne à 100% dès le début sur tous les ordinateurs.

As-tu rencontré un problème concret pour choisir Ubuntu ?

Oui, les gens. Les gens sont réticents à changer pour Linux. Ils sont réticents à changer en général. « Et ça comment ça va m'affecter ? » Je leur réponds que ça ne va pas fondamentalement les affecter, qu'ils vont pouvoir continuer à effectuer leurs tâches de la même façon, voire de façon plus efficace. La suite bureautique LibreOffice peut leur donner quelques problèmes parce que tout le monde fonctionne avec Microsoft Office et lors de l'import de documents des dernières versions l'apparence change et ça les rends fous. Mais ça ne me préoccupe pas beaucoup, nous avons un bon support au collège !



Quel sera le coût économique de migrer vers Ubuntu ? Vous avez envisagé de payer le support officiel de Canonical ? Pourquoi ?

Pour le moment nous ne pensons pas payer le support officiel, même si cela pourrait être une bonne option. Le coût réel est de 0€, vu que nous allons l'installer nous-mêmes.

100 ordinateurs représentent beaucoup d'équipements. Auront-ils tous la même configuration ? Comment allez-vous faire ?

Nous allons faire une ISO spécifique pour le collège en unifiant certaines choses. Pour ceux qui sont sur le même réseau, nous les installeront par le réseau... et ceux qui ne le sont pas, nous les installerons un par un.

Combien de temps va prendre la migration ?

Environ 2 mois.

Avez-vous des problèmes de pilotes avec les tableaux numériques interactifs ?

Oui, nous avons des problèmes, mais Hitachi nous donne le code source et c'est beaucoup plus simple. Il y a un groupe d'un autre collègue de Barcelone emmené par Francisco Javier Teruelo qui nous aide beaucoup sur ce sujet avec l'idée finale de créer un paquet d'installation pour tout automatiser.

En plus du gain économique, que gagneront le corps professoral, les élèves et les parents avec Ubuntu? Y a-t-il un avantage par rapport à l'utilisation de Windows 8 ?

Ce qu'ils vont gagner c'est la tranquillité à 100%, surtout en supprimant tous les malwares qui pullulaient, ce qui au collège devient une véritable paranoïa. La conversation typique du collègue ressemble à ceci :

– Tous les ordinateurs sont remplis de virus. – mmmh attends, avec ton ordinateur à la maison, depuis combien de temps tu n'as pas actualisé l'antivirus ? – Je ne sais pas. J'ai acheté l'ordinateur et l'antivirus était livré avec, je n'y ai plus jamais touché. – Et il a quel âge ? – Six ans – Ok, donc d'où viennent tous les virus du collège ? De ton ordinateur.

Au collège nous avons un antivirus totalement actualisé et même comme ça nous avons le problème dont je te parlais de contagion par USB.

Plus d'avantages ? La rapidité du réseau. Suite à la récente migration à la fibre optique et la configuration du réseau en Gigabit, tout va être beaucoup plus rapide et encore plus avec Linux. Parce que sincèrement, je ne sais pas ce que fait Windows, mais il ralentit n'importe quel réseau de 10% à 15% en comparaison d'un réseau fonctionnant avec Linux. Ou alors

la NSA nous espionne...

On nous a dit que les professeurs étaient un peu réfractaires au changement, les élèves aussi ?

Les élèves sont intéressés. Les enfants sont curieux par nature. Parmi eux il y a une culture pro-Linux. Au fil des ans j'ai réussi à faire germer l'idée que Linux « déchire », qu'il est utilisé par les gens qui ont un réel intérêt pour l'apprentissage et la connaissance du fonctionnement réel des choses et les jeunes sont très attirés par cette idée. Ils ne sont en rien réfractaires au changement. Ils recherchent la nouveauté et le changement.

On dirait que l'initiative citoyenne a des années-lumière d'avance sur l'administration, surtout en lisant des nouvelles qui disent que l'Administration migrera vers Windows 8 sans appel d'offre. Que dirais-tu à tous ceux qui disent qu'une migration vers Ubuntu est complexe, aussi onéreuse que vers Windows 8, non viable ou mille autres boniments ?

Boniment, tu l'as dit. La phrase exacte est « boniments vendus par la propagande des grandes multinationales ». Ces circonstances que tu viens de citer c'est ce que te vend Microsoft, qui a fait une publicité subliminale impressionnante pour te faire voir que ce qui est bien c'est Windows. Windows m'a apporté mille problèmes pendant des années sur les ordinateurs du collège avec son manque de support pour les vieilles cartes ATI. Avec Linux, tu as beaucoup plus de compatibilité sur du vieux matériel. Tout est plus simple.

En ce qui concerne le coût, qu'ils ne viennent pas nous en parler. Nous sommes passé de 12.000€ à 0€. Parce que nous l'installons nous-mêmes, et si nous ne l'avions pas installé il aurait fallu faire appel à une société pour l'installation, mais celle-ci ne nous aurait pas facturé 12 000€ pour l'installation, loin de là.

S'il avait fallu employer une entreprise ça aurait également créé de l'emploi local.

Tout à fait. Beaucoup mieux. Tu aurais des gens qui travaillent dans ton entourage et pas qui touchent des aides par manque d'emploi.

La fin du support a-t-elle servi à se demander quelles seront les prochaines technologies qui seront utilisées, avec l'objectif d'être plus ouvertes et moins dépendantes d'une société en particulier ?

C'est sûr. Tout est bon pour envisager d'autres alternatives technologiques. Un article dans le Quotidien de León sur cette migration a suscité beaucoup d'intérêt dans notre entourage. Voir qu'il existe d'autres alternatives. Bien supérieures et avec une philosophie ouverte du partage d'égal à égal. Linux a commencé à s'associer à l'avant-garde... grâce au travail de toute la communauté. Android a aussi fait beaucoup de bien à Linux. Bien que ce ne soit pas une alternative 100% libre, les gens entendent parler de LINUX. Leur téléphone fonctionne très bien et ça c'est bien !

Quand j'étais petit, il y avait un ordinateur par foyer, avec de la chance. J'avais une vraie passion pour les films comme WarGames, Internet n'existait pas et je lisais avec ferveur les peu de revues qui racontaient comment les vrais hackers volaient du temps de travail pour programmer les gros ordinateurs de leurs universités... Maintenant nous avons facilement 2 ordinateurs par personne, une tonne de documentation, un accès bien plus facile à la technologie... Les vrais natifs numériques sont les élèves d'aujourd'hui... Ont-ils cet intérêt que nous avions dans le temps pour l'informatique ? Tu les crois passionnés par Ubuntu ? Ils l'utilisent chez eux ?__

Oui. C'est vrai que maintenant beaucoup plus de gens se servent de l'informatique et c'est beaucoup plus accessible,

mais le niveau d'utilisation est plus superficiel. Quand nous étions petits nous approfondissions beaucoup plus, je me souviens que j'avais un manuel de 300 pages sur MS-DOS avec les commandes et je l'étudiais parce que j'adorais ça. Maintenant c'est impensable. La majorité des enfants utilisent surtout les réseaux sociaux, il ne s'agit pas de l'intérêt pour l'informatique en soi que nous avons. C'est un intérêt focalisé sur les applications. Je dois reconnaître qu'avec le 8086 je jouais à Monkey Island, mais si tu avais un problème avec le son tu devais te débrouiller pour trouver ce qu'il se passait. Maintenant si quelque chose ne fonctionne pas, ils changent d'appareil.

Disons qu'avant ils étaient là par choix et qu'aujourd'hui ils sont là par obligation...

Aujourd'hui c'est parce qu'ils l'ont et comme ils l'ont, ils l'utilisent. Nous avons un peu perdu l'esprit des « pionniers » que nous avons connu.

J'ai pourtant vérifié in situ avec le Linux & Tapas à León où beaucoup de tes élèves sont venus, qu'ils ont une réelle passion pour le logiciel libre...

Oui, c'est vrai qu'à eux autant qu'à d'autres j'ai toujours essayé de montrer les bienfaits de l'utilisation de systèmes libres... de leur faire voir que la voie, c'est le partage avec les autres, l'entraide. La philosophie Ubuntu dans un système éducatif est fondamentale. A la fin de l'année scolaire, j'ai toujours une dizaine d'élèves qui l'installent pour leur propre compte, autant que je sache.

Merci beaucoup Fernando d'avoir partagé avec nous cette expérience et bonne chance pour la migration.

Article sous licence Creative Commons CC BY-SA 3.0

FL0K Society en Équateur : et si cela changeait véritablement la donne ?

Il a été dit dans un article précédent qu'il suffit qu'un pays change ses règles du jeu pour que cela impacte tous les autres. Ce pays sera peut-être l'Équateur et son ambitieux projet **FL0K Society**.

FL0K est l'acronyme de Free/Libre Open Knowledge Society, la société pour la connaissance libre et ouverte. Le projet est ainsi présenté sur le site de nos amis de Remix the Commons :

Alors que le « Buen Vivir » vise à remplacer l'accumulation aveugle de la croissance économique par une forme de croissance qui profite directement au bien-être du peuple équatorien, le « Buen Saber » vise à créer des communs de la connaissance ouverts qui faciliteront une telle transition ; à travers le projet de recherche Free/Libre Open Knowledge (FL0K), l'Équateur entreprend de refonder son économie en déclenchant une transition nationale vers une société de la connaissance libre et ouverte.

Parmi les actions prévues, il y a la mise en place d'un réseau mondial de chercheurs sur la transition, emmené par Michel Bauwens dont le point d'orgue devrait être une grande conférence internationale organisée sous peu (Jérémie Zimmerman et Bernard Stiegler sont par exemple dans la boucle, parmi les Français).

Nous avons voulu en savoir plus en traduisant cette interview de quelques-uns des ses acteurs.

Remarque : Les vieux lecteurs du Framablog se souviendront peut-être de cette vibrante allocution de président Correa en faveur du logiciel libre (2007 déjà). Et on n'oublie pas que Julian Assange vit actuellement à l'ambassade d'Équateur à Londres depuis juin 2012.



Comment la société FLOK apporte une approche des biens communs à l'économie de l'Équateur

How the FLOK Society Brings a Commons Approach to Ecuador's Economy

Bethany Horne – 22 octobre 2013 – Shareable.net

(Traduction : lamessen, baba, lamessen, baba, Asta, Penguin)

Cette année, Rafael Vicente Correa Delgado, président de la République de l'Équateur, s'est intéressé à la communauté indigène sur le thème de « bien gagner sa vie », ou Sumak Kawsay en Kichwa.

J'ai eu récemment le plaisir d'interviewer mes collègues Carlos Prieto del Campo, Xabier Barandiaran et Daniel Vazquez

de la société FLOK, un projet en Équateur qui a pour but de créer une société « gratuite, libre, où le savoir est accessible ». Lisez la suite pour découvrir nos plans pour influencer les changements structurels dans le modèle économique du pays, en utilisant le modèle des biens communs.

Bethany Horne : Qu'est-ce qui a inspiré le projet de société FLOK ? Pouvez-vous décrire ses liens avec la décision du gouvernement équatorien d'adopter l'accessibilité au savoir ?

Daniel Vazquez : L'idée d'une société FLOK – une société de « connaissance libre et ouverte » – est directement issue du plan quinquennal stratégique de l'Équateur appelé « Plan de Bonnes Conditions de Vie » (*NdT : Plan of Good Living*). Il a été publié la première fois en 2009. Une seconde version a été publiée cette année, mais elle n'est pas encore disponible en anglais. Le plan lui-même envisage des pistes pour quitter le modèle économique de l'Équateur, basé sur l'extraction pétrolière, au profit d'un autre basé sur la connaissance ouverte et partagée.

Plus précisément, quelques membres de aLabs, une société de logiciel libre, étaient à Quito (en Équateur) en 2012 quand Julian Assange a demandé asile à l'ambassade équatorienne de Londres. Quand le gouvernement a accepté sa requête, ces personnes ont contacté l'Institut National d'Éducation Supérieure (IAEN de ses initiales espagnoles), qui est en charge de l'étude sur la collaboration universitaire qui informera sur la transition que je viens de décrire. Carlos Prieto, le directeur de l'IAEN, a partagé avec eux les visions du Secrétaire des Sciences, de la Technologie et l'Éducation Supérieure sur le changement de la matrice productive de l'Équateur, ainsi que sa forte conviction selon laquelle l'Équateur doit devenir un « paradis de la connaissance ».

Ce fut le point de départ du FLOK. Nous avons proposé un processus d'étude qui pouvait être mené par un dialogue entre le public équatorien et les communautés scientifiques locales,

régionales et internationales. À la fin de ce processus, notre objectif est de créer dix documents « de référence » à partir desquels les règles pourront être définies pour permettre la transition de l'Équateur vers une société de partage et de libre connaissance pour l'industrie, l'éducation, la recherche scientifique, les institutions publiques, les infrastructures, etc.

Je devrais aussi rappeler qu'aux côtés du gouvernement, les initiatives venant de la société civile et les mouvements sociaux en Équateur ont une longue histoire pour ce qui est de la contribution à une société de connaissances communes et ouvertes. Cette aspiration place l'Équateur au sein d'une communauté d'activistes d'Internet, de chercheurs, de hackers, et de commoners de tous types qui ont attendu longtemps de pouvoir s'engager politiquement, socialement et institutionnellement pour inventer une nouvelle économie et une société fondées sur les principes de connaissances communes libres.

Bethany Horne : Pouvez-vous nous en dire plus sur le concept de bien vivre et la façon dont il intervient dans la société FLOK ?

Daniel Vazquez : Le concept de bien vivre comprend l'harmonie, l'égalité, la justice et la solidarité. C'est l'antithèse de l'accumulation de richesses ou d'une croissance économique infinie qui n'est pas mise en commun. Le Plan de Bonnes Conditions de Vie définit le « bien vivre » comme un mode de vie qui permet le bonheur et maintient la diversité culturelle et environnementale. Le Bien Vivre est aussi un concept indigène, connu en Équateur et dans d'autres pays andins sous le nom de Sumak Kawsay, une phrase Kichwa. Pour nous, le Sumak Kasway est un produit de Sumak Yachay, qui signifie bonne connaissance. Une prospérité économique partagée provient du partage des connaissances, des efforts et des technologies. Le Plan de Bonnes Conditions de Vie établit un cadre clair pour une économie de pair à pair, fondée sur le partage de

connaissances en Équateur.

Le Plan de Bonnes Conditions de Vie discute aussi explicitement de la révolution de la connaissance et de notre besoin de développer une connaissance ouverte de biens communs. La société FLOK a pour but de développer un plan détaillé qui rendra cette révolution durable à la fois socialement, écologiquement et économiquement, en suivant les principes du bien vivre.

Bethany Horne : Quel est le lien entre le projet de société FLOK et l'approche des biens communs ? Y a-t-il aussi un lien entre les équatoriens et les défenseurs mondiaux du bien commun ?

Xabier Barandiaran : Seule une approche politique et économique construite autour des biens communs peut ouvrir l'espace politique nécessaire pour créer un ensemble de politiques publiques qui réaliseront le pacte politique souscrit dans la constitution équatorienne de 2008. Les biens communs offrent une approche pragmatique de la transformation structurelle que nous devons accomplir dans les vingt cinq prochaines années, du modèle capitaliste au système mondial post-capitaliste.

L'économie et la société équatoriennes correspondent parfaitement au paradigme des biens communs. Il ne sera pas possible de transformer la structure de notre pouvoir actuel, de construire un modèle de société juste et durable, ou de concevoir un nouveau modèle à intégrer dans le marché mondial en utilisant une approche néolibérale, sociale-démocrate ou « développementiste ». Mais ce sera possible en utilisant une approche des biens communs, qui offre une logique post-capitaliste à la transformation.

Il y a aussi une convergence unique entre les objectifs du peuple équatorien, ses combats, notre histoire politique récente et les aspirations et expériences des défenseurs du

bien commun mondial. Le projet de société FLOK tire parti de cette convergence extraordinaire. Par exemple, nous permettons aux hackers et aux communautés locales de faire ensemble ce qu'ils font le mieux : partager la connaissance. Nous attendions cette occasion depuis longtemps.

Bethany Horne : Quelle est la prochaine étape du projet de société FLOK ?

Carlos Prieto : Dans un futur proche, nous devons intégrer FLOK au sein du conseil qui oriente la restructuration de la matrice productive de l'Équateur. Michel Bauwens de la fondation P2P nous a rejoint à Quito en temps que chercheur en chef. Il forme actuellement une équipe de chercheurs avec des universitaires de haut rang du monde entier. L'équipe comprend Vasilis Kostakis, un chercheur dans le domaine de la collaboration libre qui a obtenu son doctorat avec Carlota Perez ; Daniel Araya, un éditeur de plusieurs livres universitaires sur l'éducation ouverte et l'apprentissage participatif ; Janine Figueredo, une activiste des biens communs au Brésil qui travaillait précédemment avec l'IADB à Washington et à Paris ; et John Restakis, l'ancien dirigeant de la British Columbia Cooperative Association (Association Co-opérative de Colombie Britannique), qui a étudié les formes les plus avancées, et celles émergentes, de néo-coopératives.

Ces gens vont vite arriver dans le pays pour commencer leurs recherches. En mars, le processus de recherche aura suffisamment avancé pour que nous puissions tenir le sommet prévu.

Bethany Horne : Quel est votre objectif final ?

Carlos Prieto : Après plus de vingt ans de néolibéralisme, nous devons démontrer que le paradigme des biens communs peut nous aider à créer et implémenter de nouveaux modes de production, de circuits de distributions monétaires et de flux. Nous espérons que le projet de société FLOK impactera la

possibilité d'un changement structurel et démontrera que le champs de l'économie politique est plus large que ce que voudraient nous faire croire les paradigmes dominants.

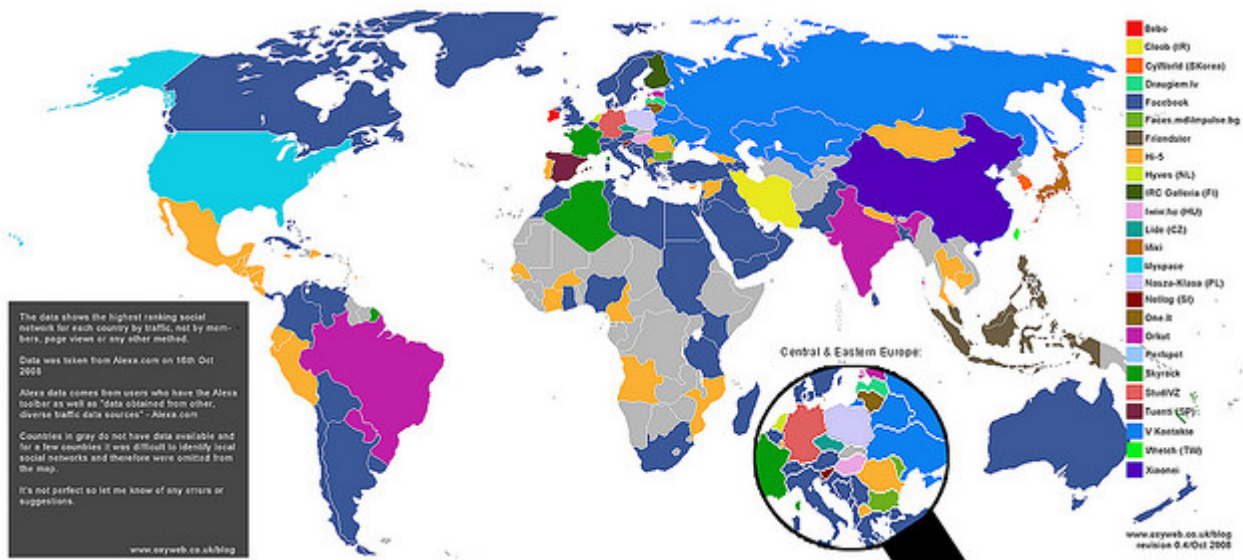
Nous comptons créer un réseau mondial de chercheurs , en pair-à-pair, qui produit un ensemble complet de connaissances. Même si les résultats de ce processus de recherche collaborative et de conception participative ne pourra pas être pleinement ou immédiatement partie intégrante du cadre institutionnel équatorien, il fera partie des biens communs comme un plan soigneusement conçu pour ouvrir de nouvelles formes d'économies sociales – une forme qui casse les clôtures imposées par le capitalisme cognitif dans le but de créer un avenir durable.

Un seul pays suffirait à renverser le monopole du copyright

Et si un pays, un seul et unique pays, décidait de changer ses règles du jeu concernant le copyright ? À cause, ou plutôt grâce à Internet, cela aurait des conséquences directes sur la législation et les accords des autres pays. Sur nos usages aussi, puisqu'il nous suffirait d'aller sur les sites de ce pays pour télécharger, échanger, partager et contribuer à la culture de ce pays ou de cette zone, accessible à tous, toujours grâce à Internet.

Telle est l'hypothèse de Rick Falkvinge, son espoir aussi.

Remarque : Pour parfaire sa culture sur le sujet des zones autonomes, on pourra lire ou relire Hakim Bey.



Le monopole du copyright finira par se désagréger : il suffit d'un seul pays

Copyright Monopoly Disintegration Inevitable As It Only Takes A Single Country

Rick Falkvinge – 1 décembre 2013 – TorrentFreak

(Traduction : Dalz, goofy, Omegax, Llu, KoS, Asta, Penguin, peupleLà, Diin + anonymes)

Des zones autonomes expérimentales mais légales sont en train d'émerger au Honduras et ailleurs dans le monde. C'est l'une des choses les plus passionnantes qui se soit développée depuis longtemps et cela annonce l'effondrement de la tyrannie qu'exerce l'industrie du copyright sur la culture et la connaissance.

Je crois en la compétition. Je crois en l'expérimentation pour voir ce qui fonctionne le mieux et ce qui peut être répété de manière prévisible ? appelez ça méthode scientifique appliquée à la société, si vous voulez. C'est devenu un problème géopolitique parce que les États-Unis garantissent leur recherche d'une rente mondiale en forçant les autres pays à accepter ce qu'ils appellent les accords de « libre-échange » qui sont, dans le plus pur style novlangue, l'exact opposé : ce sont des accords qui empêchent le libre échange en faveur

des détenteurs de monopoles.

Mais un monopole ne dure que tant que tous les pays le respectent. En particulier, un monopole qui concerne Internet ? tel que celui du copyright ? demande une coopération de chaque pays connecté à Internet pour survivre. Le premier pays qui s'échappera de cette structure oppressive permettra la diffusion de la culture et du savoir ? imaginez que The Pirate Bay soit situé dans un pays où il serait légal à 100%, et où il serait illégal de harceler cette énorme bibliothèque.

Trois zones géopolitiques menacent la domination des États-Unis sur cette recherche de rente et les monopoles que nous connaissons comme les monopoles sur les droits d'auteur et les brevets.

L'Europe, qui est puissante par sa tradition de libertés civiles et son économie pure ? c'est la plus grande puissance économique du monde, et donc, tout monopole dont l'Europe ne veut pas cesse d'exister dans la pratique. Malheureusement, les dirigeants politiques européens sont perpétuellement en admiration devant ce que font les États-Unis et ne les défieront pas de sitôt, sauf s'ils sont défiés à leur tour par le Parti Pirate par exemple (quand cela arrive, comme avec la défaite d'ACTA l'année passée, c'est grâce à l'indignation citoyenne ? et non à cause d'une quelconque volonté politique).

La Chine, qui a une tradition culturelle et idéaliste différente de l'Europe et des Amériques. L'Asie travaille sur des générations et des siècles plutôt qu'à l'échelle de semaines ou de mois. C'est un degré de patience inconnu en Occident. Les Chinois ont un poids économique comparable à celui des États-Unis ou de l'Europe et sont tout sauf idiots. Ils copient les régimes de propriétés intellectuelles des États-Unis, et voient comment ils peuvent en profiter une fois

que la Chine deviendra leader : le protectionnisme vise à préserver l'influence et les Chinois l'ont parfaitement compris.

Enfin, il y a l'Amérique latine, qui ne porte pas les États-Unis dans son cœur après 50 ans d'interventionnisme. Sur le plan économique, elle représente la moitié du PIB des États-Unis ou de l'Europe et ne peut donc pas rivaliser directement. Cependant, elle peut être compétitive dans le cadre d'une concurrence différente et cela semble être un des changements géopolitiques les plus excitants depuis très longtemps.

Hier, il est devenu clair que de *nouvelles zones légalement autonomes* vont être établies en Honduras et dans d'autres endroits, sous l'œil intéressé du Panama et du Guatemala. Ces zones légalement autonomes sont de petits endroits qui peuvent écrire leurs propres lois expérimentales, dans le but de rivaliser à petite échelle avec les lois nationales afin de savoir, à l'échelle d'un laboratoire, si les choses fonctionnent mieux.

Beaucoup de ces zones sont envisagées en Amérique Latine. Et l'Amérique Latine, à juste titre, en a plus qu'assez du monopole du copyright. J'ai l'espoir qu'un, juste un, de ces pays laisse tomber ce concept de monopole en faveur d'un vrai libre-échange et des droits de propriétés réels. Dans un réseau international, il suffit qu'un seul pays déclare obsolète le monopole du droit d'auteur pour que la planète entière perde toutes les fonctions du monopole du droit d'auteur, sans exception. Nous sommes aujourd'hui arrivés à un point où l'émergence d'une seule zone autonome en faveur d'Internet suffit pour y arriver.

En guise d'exemple, prenons le livre de George Orwell, 1984. Il est toujours soumis à un monopole de droits d'auteurs aux États-Unis et en Europe, mais pas en Australie, où il est publié dans le domaine public. La distribution de cet ouvrage est donc clairement illégale aux États-unis et en Europe,

alors que son accès est particulièrement simple, puisque distribué légalement en Australie, et que l'Australie est connectée à cette chose que nous connaissons sous le nom d'Internet.

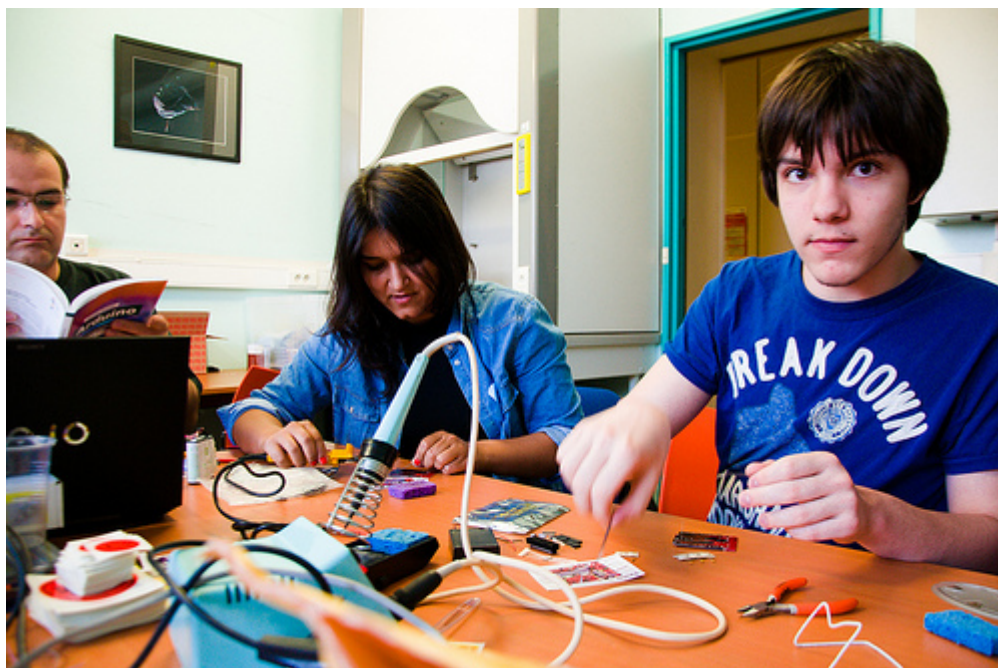
Maintenant imaginez si un État – ou une zone autonome – désirait faire cela pour tout le savoir et toute la culture de l'humanité ! Le futur serait extrêmement radieux, et il n'y aurait plus de monopole du copyright du tout. Cela demande juste qu'une seule juridiction renverse entièrement cette oppressante structure mondiale.

Crédit photo : Gauravonomics (Creative Commons By)

Logiciels et matériels libres font le bonheur de l'éducation

Avec du logiciel et du matériel libres, on est aujourd'hui en mesure de proposer des cours tout à fait passionnants, ouverts, modulables et sans entrave à la création.

Le témoignage d'un prof qu'on aurait bien aimé avoir lorsqu'on était jeune.



Un programme universitaire qui enseigne l'interaction homme-machine avec du logiciel et du matériel libres

University course teaches computer-human interaction with open hardware and OSS

Jonathan Muckell – 28 mars 2014 – [OpenSource.com](http://opensource.com)

(Traduction : Omegax, Mounoux, lamessen, Piup, aKa, lumi, Kcchouette, ton, Gatitac)

La plupart des gens considèrent que leurs interactions avec les systèmes informatiques se passent via un clavier, une souris ou un écran tactile. Cependant, les humains ont évolué pour interagir avec leur environnement et leurs congénères de manière bien plus complexe. Réduire l'écart entre les systèmes informatiques du monde numérique et le réel est en train d'être étudié et testé dans le cours de Physical Computing (NdT : *Difficile à traduire, informatique physique/démonstrative*) de l'université d'État de New-York (SUNY) à Albany.

En tant que professeurs de ce cours, nous profitons en ce

moment d'une grande variété de projets de logiciels et matériels libres pour en apprendre plus sur les principaux concepts fondamentaux grâce à des expériences pratiques et la mise en place d'outils libres. Côté logiciel, nous utilisons un environnement de développement intégré (Arduino Sketch) et nous développons des modélisations pour les imprimantes 3D en utilisant OpenSCAD. Pour la partie matériel libre du cours, nous utilisons des Arduino et la PrintrBot Simple.

Le cours de Physical computing associe l'utilisation du matériel et du logiciel pour détecter et contrôler les interactions entre les utilisateurs et l'environnement. Elle peut repérer et répondre à des actions, par exemple en détectant la localisation des véhicules à une intersection et en ajustant le réglage des feux. Le domaine de l'informatique physique est relativement vaste, englobant des spécialités telles que la robotique, les microcontrôleurs, l'impression 3D et les vêtements intelligents.

D'après mon expérience, les étudiants aiment avoir la possibilité de combiner la pensée créative et sa mise en œuvre pratique. Il naît un sentiment d'émerveillement et d'accomplissement quand ils sont capables de faire quelque chose qui se passe dans le monde physique. L'une des premières activités du cours est simplement d'écrire du code et de créer un circuit pour faire clignoter une ampoule LED. Je ne me lasse jamais de voir leur joie quand ils y arrivent la première fois. L'un des objectifs principaux est de maintenir cet état d'émerveillement et d'excitation. Quand le cours progresse, nous avons les « Jeux olympiques des robots » où les étudiants se font rivaliser avec leurs robots construits sur mesure dans différentes catégories. Plus tard, nous plongeons dans l'impression 3D, où ils créent des objets personnalisés.

Chaque fois que nous abordons un nouveau domaine, je vois cette étincelle, cette excitation sur le visage de mes étudiants. Je veux que la passion et un véritable intérêt pour

le matériel se développent. Je veux qu'ils expérimentent en rentrant dans leurs dortoirs. Si je réussis, les étudiants ne devraient pas avoir la sensation de travailler comme dans une école traditionnelle. Durant le processus et spécialement pour leur projet de fin d'étude, j'insiste sur l'innovation et la pensée créatrice. Quelle est la valeur de ce qu'ils génèrent à travers les conceptions qu'ils proposent ? Je veux que les étudiants pensent de façon créative et non pas qu'ils suivent un processus établi ou des tâches séquentielles prédéfinies.

J'utilise souvent le circuit imprimé Arduino pour enseigner car c'est un moyen fantastique pour apprendre. Non seulement il est très utile pour introduire des sujets tels que la programmation embarquée et l'électronique, mais c'est aussi une plateforme phénoménale pour le prototypage rapide et l'innovation. Des étudiants ont accompli des projets de fin d'étude vraiment innovants. Deux de mes étudiants ont utilisé une commande WiiMote de Nintendo pour jouer à pierre-feuille-ciseaux contre l'ordinateur. Si vous jouez suffisamment longtemps, l'ordinateur mémorise vos précédents mouvements et prédit ce que vous allez choisir avant vous. Des étudiants ont contrôlé une voiture à partir d'un smartphone et un autre groupe a programmé l'envoi automatique d'informations de détecteurs sur Twitter. Au début du semestre, les cours sont basés sur les concepts fondamentaux, avec du temps dédié aux travaux pratiques en équipes réduites. La dernière partie du semestre est basée sur des projets intégrés et créatifs.

Ce semestre, nous avons introduit l'impression 3D comme sujet principal du programme scolaire. C'est l'occasion pour les étudiants de construire des objets physiques, ainsi que de combiner capteurs, pièces mécaniques et processeurs pour donner vie aux objets. D'un point de vue éducatif, le Printrobot Simple est vraiment l'idéal. Nous avons commandé l'imprimante en kit et avons demandé aux élèves d'effectuer l'assemblage. Ce procédé a non seulement fourni une occasion pour les étudiants d'apprendre les mécanismes de

fonctionnement d'une imprimante 3D, mais leur a aussi donné un sentiment d'appropriation par l'utilisation et l'entretien des imprimantes au fil du temps. Les imprimantes 3D ont des problèmes similaires à ceux des imprimantes 2D – elles se bloquent, elles ont des problèmes mécaniques et d'entretien. Toutefois, le Printrobot Simple est conçu de façon à faire participer les élèves. Et ils ont acquis les compétences nécessaires pour corriger et résoudre les problèmes quand ils surviennent.

Le Libre en classe

La plupart des élèves ont une certaine expérience du Libre et de l'open source. Le Département Informatique de l'Université d'Albany repose sur l'utilisation d'outils libres. En particulier, de nombreux étudiants utilisent GitHub, qui est exploité dès les premiers cours. Le département donne aussi des cours spéciaux qui sont purement focalisés sur le logiciels libre. L'élément nouveau pour les étudiants est la notion de matériel libre.

La majorité des gens ont tendance à penser que le Libre ne concerne que le développement logiciel. Le matériel libre est un concept novateur et passionnant pour les étudiants.

Le matériel et les logiciels libres ont permis à notre cours de Physical Computing d'éviter les problèmes de licences, et donc de pouvoir évoluer librement. Cela nous a aussi apporté de la flexibilité : nous ne sommes pas enfermés sur une seule plateforme ou un outil unique. Le Libre autorise les modifications sans être bloqué par les modalités de contrat de licence du vendeur.

Crédit photo : Maltman23 (Creative Commons By-Sa)